



# DE SÉPARÉS



# À PRÉPARÉS

Résumé d'orientation | 2021

# DE SÉPARÉS À PRÉPARÉS

Rapport du Conseil mondial  
de suivi de la préparation

Résumé d'orientation | **2021**

## Avant-propos



En octobre 2021, pas moins de 17 millions de personnes seront mortes de la COVID-19.<sup>1</sup> Plus de 1,5 million d'enfants dans le monde ont perdu un parent ou un grand-parent.<sup>2</sup> Ils porteront cette perte pour le reste de leur vie. Derrière chaque décès, il y a une histoire humaine, des possibilités perdues et un énorme vide laissé dans une communauté.

Les échecs de cette pandémie ont été prédits par beaucoup – des échecs qui trouvent leurs racines dans une longue histoire d'inégalité et d'inaction. Les progrès scientifiques réalisés pendant la COVID-19, en particulier la rapidité avec laquelle les vaccins ont été développés, nous donnent des motifs valables d'être fiers. Cependant, la multiplication des tragédies doit nous emplir de honte – thésaurisation des vaccins, pénuries d'oxygène dévastatrices dans les pays à faible revenu, génération d'enfants privés d'éducation, effondrement d'économies et de systèmes de santé fragiles. Alors que cette catastrophe aurait dû nous rassembler, nous sommes au contraire divisés, fragmentés et nous vivons dans des mondes à part.

Nous ne devrions pas être surpris que cela se soit produit, mais nous devrions quand même être en deuil et en colère parce que ces millions de morts ne sont ni normales ni acceptables.

Malheureusement, rien ne prouve que nous tirions les enseignements qui s'imposent de cette pandémie. Des milliers de personnes continuent de mourir chaque jour, mais beaucoup parlent et agissent comme si la pandémie était terminée. Déjà, l'attention commence à s'égarer. Des solutions sont en cours de discussion, mais l'ambition fléchit. Les progrès sont ralentis par les divisions géopolitiques et les négociations se déroulent à huis clos en l'absence des personnes qu'elles toucheront le plus. Nous passons une fois de plus de la panique à l'apathie et à la négligence. Si nous ne changeons pas de cap – même lorsque les résultats de nos échecs nous sautent aux yeux –, nous aurons gaspillé une occasion rare et éphémère de mettre en œuvre les changements transformateurs nécessaires.

Le changement est possible – il a déjà été réalisé dans des contextes beaucoup plus difficiles. La création de l'OMS il y a près de 75 ans nous montre que nous sommes capables de transformations audacieuses, mais pas si les pays continuent de privilégier leur propre intérêt et la concurrence, ou s'ils ne sont pas disposés à sacrifier un peu de pouvoir, à concéder une petite parcelle de souveraineté, pour rendre le monde plus sûr pour tous.

Nous devons rejeter le leadership indécis, la division et le « court-termisme », et transformer l'écosystème des urgences sanitaires sur la base d'une nouvelle vision d'un monde partagé, de risques partagés et de responsabilités partagées. Nous devons trouver de nouvelles façons de travailler collectivement, dans et entre les pays, les secteurs et les communautés. Nous devons mettre en œuvre des solutions qui maximisent l'équité, la solidarité, l'inclusion et la réciprocité, la responsabilité et la transparence, la pérennité et l'action, et qui minimisent les risques et les impacts des urgences sanitaires pour tous les pays, toutes les communautés et toutes les personnes.

Dans le rapport de cette année, nous appelons à un renouvellement du contrat social mondial et présentons six solutions pour un monde plus sûr. Nous ne proposons pas de nouvelles recommandations, mais nous nous appuyons sur nos travaux antérieurs et ceux d'autres organismes pour identifier les actions qui nous semblent les plus importantes et qui auront l'impact le plus marqué.

Il est facile d'être cynique et de penser que rien ne peut changer, que l'inégalité, l'inaction et la division sont inévitables, qu'aux modèles du passé on ne peut substituer de meilleures façons de travailler ensemble qui profitent à tous, que nous sommes à jamais condamnés à répéter ce cycle de panique et de négligence. Cependant, nous devons rejeter le pessimisme, reconnaître notre humanité commune et notre interdépendance croissante, et créer un écosystème mondial de la santé au service de tous. Ensemble, nous devons passer de « séparés » à « préparés ».

**M. Elhadj As Sy**

Co-Président

# Résumé d'orientation

## Messages clés

La pandémie de COVID-19 a révélé un monde inégalitaire, divisé et dispensé de rendre des comptes. L'écosystème des urgences sanitaires reflète ce monde brisé. Il n'est pas adapté aux besoins et doit être réformé en profondeur.

Des centaines de recommandations d'experts ont été formulées au cours des deux dernières décennies, de nouvelles structures ont été créées, mais le niveau d'ambition et d'action n'a pas été à la hauteur des besoins mondiaux. Nous savons ce qu'il faut faire, mais nous ne parvenons pas à le faire.

La pandémie actuelle nous a fait prendre conscience de l'urgence d'un changement fondamental. La dynamique est lancée, mais les nouveaux mécanismes de gouvernance et de financement font l'objet de discussions à huis clos et dans des forums restreints. Une transformation efficace nécessite une action solidaire, cohérente et collaborative.

Nous avons besoin d'un nouveau contrat social mondial pour prévenir et atténuer les urgences sanitaires. Ce nouveau contrat social doit servir de fondement à l'écosystème mondial des urgences sanitaires. Il doit reposer sur les principes d'équité, de solidarité, d'inclusion et de réciprocité, de responsabilité et de transparence, de pérennité et d'action.

Pour passer de la parole aux actes, le Conseil mondial de suivi de la préparation appelle à une action immédiate sur les six solutions les plus critiques pour la réforme. Ces solutions sont les suivantes :

- Renforcer la gouvernance mondiale ; adopter un accord international sur la préparation et la riposte aux urgences sanitaires et convoquer un sommet des chefs d'État et de gouvernement, avec d'autres parties prenantes, sur la préparation et la riposte aux urgences sanitaires.
- Construire une OMS forte, dotée de ressources, d'une autorité et d'une responsabilité accrues.
- Créer un système d'urgence sanitaire capable de s'adapter et d'assurer l'équité grâce à un meilleur partage de l'information et à un mécanisme de bout en bout pour la recherche, le développement et l'accès équitable aux biens communs.
- Mettre en place un mécanisme de financement collectif pour la préparation afin de garantir un financement plus durable, prévisible, souple et évolutif.
- Autonomiser les communautés et assurer la participation de la société civile et du secteur privé.
- Renforcer le suivi indépendant et la responsabilité mutuelle.

Si la première année de la pandémie de COVID-19 a été marquée par l'incapacité collective à prendre au sérieux la préparation et à agir rapidement sur la base de données scientifiques, la seconde l'a été par de profondes inégalités et par l'incapacité des dirigeants à comprendre notre interdépendance et à agir en conséquence.

Le monde est plus interdépendant que jamais. Notre écosystème d'urgence sanitaire doit l'être aussi. La préparation repose sur un écosystème complexe et dynamique qui s'étend sur plusieurs pays, secteurs et institutions. Ce système est défaillant, ce qui rend le monde extrêmement vulnérable à toute une série de menaces sanitaires qui progressent plus rapidement que notre capacité à les prévenir.

Il est en notre pouvoir de remédier à cette situation, mais nous devons agir maintenant. Dans ce rapport, le Conseil mondial de suivi de la préparation présente un plan d'action comprenant six solutions essentielles pour construire un monde plus sûr. Cela exigera une action audacieuse, concertée et collective.

## **Un monde brisé**

Fragmenté par un nationalisme croissant, des tensions géopolitiques et de profondes inégalités, le monde lutte toujours pour atténuer l'impact de la COVID-19 près de deux ans après son apparition. La COVID-19 a révélé un monde brisé, inéquitable, dispensé de rendre des comptes et divisé.

**Inéquitable :** Le fossé entre le monde des « nantis » et celui des « démunis » se creuse. L'accès aux vaccins et aux traitements est déterminé par la nationalité et la position dans la société, et non par le besoin ou l'équité. Les pays et les communautés pauvres et marginalisés sont ceux qui souffrent le plus des pertes d'emplois, des fermetures d'écoles et des défaillances de la chaîne d'approvisionnement. Ils s'en relèveront plus lentement. Les efforts multilatéraux visant à améliorer l'équité n'ont pas été à la hauteur de leurs objectifs. La solidarité mondiale n'est qu'un slogan et peu de mesures significatives sont prises pour y parvenir.

**Dispensé de rendre des comptes :** Lorsqu'ils se préparent aux situations d'urgence sanitaire et qu'ils y répondent, les dirigeants font des déclarations et s'engagent à respecter les accords internationaux, mais ils n'y donnent pas suite. Les pays n'ont pas veillé à ce que l'OMS dispose du financement adéquat, prévisible et durable qui lui permettrait d'être forte et indépendante. Le monde manque de mécanismes efficaces pour assurer la responsabilisation.

**Divisé :** La COVID-19 a fait irruption dans un monde polarisé caractérisé par une exacerbation des nationalismes, de la méfiance et des inégalités. Elle n'a fait qu'accélérer ces tendances. Pire encore, alors que la clé pour contenir la pandémie et se préparer à la prochaine est l'action collective, les processus actuels de réforme de l'écosystème des urgences sanitaires pourraient simplement perpétuer cette fragmentation.

## Vers un monde préparé

Si nous ne parvenons pas à contrecarrer ces tendances destructrices, il est peu probable que notre riposte à la prochaine pandémie soit bien meilleure. Nous disposons d'une brève occasion avant que l'attention ne se porte sur d'autres problèmes. Le Conseil mondial de suivi de la préparation appelle à un contrat social mondial renouvelé et à un plan d'action pour aider à construire un monde préparé.

### Contrat social mondial

Nous avons besoin d'un contrat social mondial pour les urgences sanitaires qui fonctionne collectivement, à travers les pays, les secteurs et les communautés, fondé sur la reconnaissance de notre monde commun, des risques communs et des responsabilités communes. Cela exigera des engagements et une responsabilité mutuelle de la part de tous les acteurs – les pays, le système multilatéral, la société civile, le secteur privé et les personnes. La préparation et la riposte aux urgences sanitaires doivent être fondées sur ce contrat qui promeut les principes d'équité, de solidarité, d'inclusion et de réciprocité, de responsabilité et de transparence, de pérennité et d'action.

### Plan d'action pour un monde préparé

De nombreuses évaluations ont été réalisées au fil des ans, aboutissant à des centaines de recommandations aux conclusions similaires. Plutôt que d'allonger la liste, le Conseil mondial de suivi de la préparation donne la priorité aux six solutions suivantes qui auront le plus grand impact sur la construction d'un monde plus sûr.

#### 1. Renforcer la gouvernance mondiale ; adopter un accord international sur la préparation et la riposte aux urgences sanitaires ; et convoquer un sommet des chefs d'État et de gouvernement, avec d'autres parties prenantes, sur la préparation et la riposte aux urgences sanitaires.

Un cadre solide et cohérent peut fournir une orientation, une coordination, une gestion et une responsabilité, soutenues par un engagement politique durable et de haut niveau et des obligations juridiquement contraignantes.

**Les États Membres** de l'OMS doivent adopter un accord international sur la préparation et la riposte aux urgences sanitaires.

**Les États Membres** de l'ONU doivent convoquer un sommet des chefs d'État et de gouvernement, avec d'autres parties prenantes, sur la préparation et la riposte aux urgences sanitaires.

#### 2. Construire une OMS forte, dotée de ressources, d'une autorité et d'une responsabilité accrues.

L'OMS est la seule organisation ayant le mandat et la légitimité pour diriger la préparation et la riposte aux urgences sanitaires mondiales. Cependant, elle ne dispose ni des ressources ni de l'autorité nécessaires pour remplir cette fonction cruciale.

**Les États Membres** de l'OMS doivent créer un comité permanent pour les urgences sanitaires sous l'égide du Conseil exécutif de l'OMS et conclure les discussions sur les moyens de financer durablement l'OMS, notamment par une augmentation substantielle des contributions obligatoires.

### 3. Créer un système d'urgence sanitaire capable de s'adapter et d'assurer l'équité grâce à un meilleur partage de l'information et à un mécanisme de bout en bout pour la recherche, le développement et l'accès équitable aux biens communs.

La COVID-19 a révélé des lacunes majeures dans les capacités mondiales de surveillance et de réaction, ainsi que dans la capacité de produire, de fabriquer et de déployer des contre-mesures médicales de manière équitable. Les systèmes doivent être conçus dans un souci d'équité, de souplesse et d'adaptabilité.

**L'OMS, la FAO, l'OIE et le PNUE**, formant l'Alliance Tripartite+, devraient mettre au point une plateforme de surveillance en temps réel « Une seule santé », dotée de mécanismes de partage des données et des échantillons, associés à un partage adéquat des avantages, y compris le renforcement des capacités, la formation et les transferts de connaissances et de technologies.

**Les États Membres de l'OMS**, en consultation avec les partenaires de l'Accélérateur ACT et d'autres parties prenantes, doivent établir une structure permanente pour soutenir de bout en bout le développement de contre-mesures médicales pour les urgences sanitaires, leur production et leur approvisionnement et un accès équitable à celles-ci.

### 4. Mettre en place un mécanisme de financement collectif pour la préparation afin de garantir un financement plus durable, prévisible, souple et évolutif.

Pour compléter le financement fondé sur l'aide au développement, le financement international de la préparation et de la riposte nécessite une nouvelle approche fondée sur le partage des charges.

**Un nouveau mécanisme de financement collectif doit être établi au sein du Groupe de la Banque mondiale** en tant que fonds d'intermédiation financière administré. Ce nouveau mécanisme doit s'appuyer sur un système de contributions fixées avec une formule fondée sur l'équité et la capacité de paiement, l'aide publique au développement venant en complément.

### 5. Autonomiser les communautés et assurer la participation de la société civile et du secteur privé.

L'architecture de la préparation à la pandémie doit être davantage axée sur les communautés, avec une approche de proximité et des agents de santé communautaires, centrés sur les soins de santé primaires et une riposte prise en charge par les communautés.

**Les structures de leadership et de gouvernance pour la préparation** doivent inclure des moyens efficaces de promouvoir l'inclusion, la transparence et la participation active des

communautés, des secteurs « Une seule santé » et des parties prenantes concernées, y compris la société civile et le secteur privé, ainsi que la participation de tous les pays et pas seulement d'un groupe de nations puissantes.

## 6. Renforcer le suivi indépendant et la responsabilité mutuelle.

Un suivi indépendant est essentiel pour évaluer les progrès de la préparation, tirer les enseignements et les diffuser, identifier les lacunes et les priorités, et inciter à l'action.

**Les dirigeants** doivent renforcer le rôle du suivi indépendant dans la gouvernance et la mise en œuvre de la préparation et de la riposte aux urgences sanitaires. Le suivi indépendant doit être intégré à l'accord international sur la préparation et la riposte aux urgences sanitaires afin de soutenir la responsabilisation et le mécanisme de financement collectif.

## Des paroles aux actes, faire en sorte que le changement se produise

Les dirigeants ne doivent pas laisser se perdre l'élan actuel en faveur du changement. Pour aller de l'avant, le Conseil mondial de suivi de la préparation demande que les actions suivantes soient prises cette année :

- Les États Membres de l'OMS conviennent, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée mondiale de la santé de novembre 2021, de la nécessité d'adopter un accord international et d'établir un processus pour faire avancer les négociations. Ce processus doit garantir la participation active des secteurs et des parties prenantes concernés.
- L'Assemblée générale des Nations Unies convient de convoquer un sommet des chefs d'État et de gouvernement, avec d'autres parties prenantes, et de lancer un processus préparatoire.
- Le Groupe de travail de l'OMS sur le financement durable convient d'une augmentation significative des contributions fixées de l'OMS, afin de financer de manière adéquate et durable les fonctions essentielles et les capacités de base de l'Organisation.
- Les discussions en cours en vue de la création d'un nouveau fonds d'intermédiation financière doivent aboutir rapidement, en consultation avec les gouvernements, la société civile, les parties prenantes privées, le Groupe de la Banque mondiale, l'OMS, les organismes d'exécution et d'autres acteurs aux niveaux mondial et régional.
- En tirant les enseignements de l'examen de l'Accélérateur ACT et en consultation avec ses partenaires et d'autres parties prenantes, les États Membres de l'OMS doivent élaborer un mandat pour la conception d'un mécanisme de bout en bout pour la recherche, le développement et l'accès équitable aux biens communs. Cela doit impliquer la consultation d'un large éventail de parties prenantes de la société civile et du secteur privé.



#### **COORDONNÉES**

Secrétariat du Conseil mondial de suivi de la  
préparation c/o Organisation mondiale de la Santé  
20, Avenue Appia

1211 Genève 27, Suisse

[gpmbscretariat@who.int](mailto:gpmbscretariat@who.int) | <https://www.gpmb.org/>

© Organisation mondiale de la santé

(en tant qu'organisation d'accueil du Conseil mondial  
de suivi de la préparation) 2021.

Certains droits réservés. Cette publication est  
disponible sous licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.